

**DÉLIBÉRATION N° CA 24-32 DU 19 SEPTEMBRE 2024**  
**relative au contrôle interne comptable**

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Seine-Normandie,

- Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- Vu l'article 215 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) ;
- Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif au cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable ;
- Vu la circulaire du 28 juillet 2020 relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et opérateurs de l'État pour 2021 ;
- Vu le règlement intérieur du conseil d'administration de l'agence de l'Eau Seine-Normandie du 9 mars 2021 modifié ;
- Vu le dossier de la réunion du conseil d'administration du 19 septembre 2024.

**DÉLIBÈRE**

**Article unique**

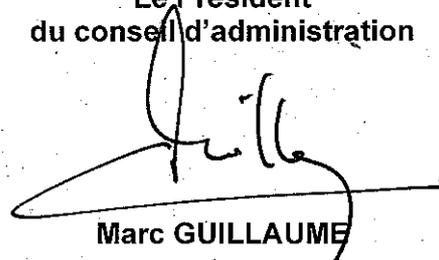
Le conseil d'administration valide le plan d'actions établi sur la base de la cartographie des risques comptables.

**La Secrétaire du conseil d'administration**  
**Directrice générale de l'agence**  
**de l'eau Seine-Normandie**



**Sandrine ROCARD**

**Le Président**  
**du conseil d'administration**



**Marc GUILLAUME**

**Plan d'action 2023-24**

Domaine	Process	Risques identifiés	Libellés	Date prévue de lancement
Dépenses de fonctionnement	Prise en charge / visa des dépenses de fonctionnement	Les coordonnées des moyens de paiement (RIB en particulier) sont incomplètes ou erronées	Refaire la procédure de visa	Mars/Septembre
		Demande de paiement validée par une personne non habilitée	Contrôle de la liste des délégations de signatures	Mai/septembre
	Prise en charge des frais de déplacement	Ordre de mission signé par une personne non habilitée ou ordre de mission non conforme	Contrôle à posteriori sur un échantillon de frais de déplacement	Novembre
	Enregistrement comptable d'une immobilisation	Les biens ne sont pas enregistrés et ne sont pas identifiés physiquement et réciproquement (identification inexistante ou non clairement apparente dans un document particulier). La procédure de sortie d'un bien est insuffisamment suivie (un fonctionnement défectueux rendant une immobilisation inutilisable, ne fait l'objet d'aucune mesure de maintenance.)	Contrôle des fiches d'immobilisation	Novembre
		Absence de prise en compte de dépréciations (les biens endommagés ne sont pas répertoriés comme tels; les biens endommagés sont mal enregistrés) ou absence de prise en compte de biens définitivement dégradés (un bien faisant l'objet d'une dégradation non réversible est déprécié et non sorti des immobilisations)	Actualisation de la procédure si besoin	Mars
Paiement des aides	Prise en charge/contrôle/paiement	Les certificats de paiement ne sont pas pris en charge sur l'exercice (défaut de trésorerie, difficulté à prendre en charge le volume des certificats en fin	Etablissement d'un planning de clôture de l'exercice partagé entre l'ordonnateur et l'agence comptable.	Octobre/novembre
		Retard du traitement de la prise en charge ou de la mise en paiement	Contrôle du traitement des prises en charge de titres au plus près de leur réception Assurer la continuité du service en cas d'absence, actualisation de l'organigramme fonctionnel indiquant les personnes responsables de l'instruction et de la prise en charge	Septembre
		Non connaissance des contrôles à effectuer	Actualisation des modalités de prise en charge et paiement des aides Formation interne des collaborateurs sur les points de contrôle Contrôle à posteriori par l'encadrement et/ou contrôle croisé	Avril
		Les coordonnées bancaires du bénéficiaire final de la dépense d'intervention sont erronées.	Actualiser la fiche de procédure pour la validation des RIB	Mars/Avril
	Le signataire du paiement n'a pas de délégation de signature Le signataire du virement n'a pas de délégation de signature	Contrôle de la liste des délégations de signatures	Mai/Septembre	
Gestion des redevances	Instruction - suivi des échéanciers primes et redevances	Non émission du décompte justificatif à la suite d'une procédure collective.	Contrôle du tableau de suivi de l'émission des titres et des états de situation d'un tiers en redressement judiciaire Actualisation de la procédure sur la production des pièces (titres émis et à émettre) dans le cadre d'une procédure collective	Avril/Juillet/Octobre
	Prise en charge du titre de recette	Encaissements non rattachés à un titre faute de référence (encaissements imputés sur un compte d'attente).	Tableau de suivi par l'AC et d'un système de relance auprès des services financiers Archivage des courriels de relance	Avril/Juillet/Octobre
	Encaissement de recettes après émission de titre	Rapprochement du montant des redevances encaissées erroné	Contrôle des rapprochements bancaires réguliers	Avril/Juillet/Octobre
	Encaissement de recettes après émission de titre/mise en œuvre des poursuites	Non transmission interne d'une information (type : réclamation client reçue) constituant un motif de suspension des poursuites (du recouvrement)	Participation régulière aux réunions et groupes de travaux avec les services de l'ordonnateur avec des rappels réguliers sur l'importance de la transmission des informations	Régulier
	Recouvrement	Non émission de titres faisant suite à la production de décompte justificatif pour les tiers ayant fait l'objet d'une procédure collective. Emission d'un titre dont le montant est supérieur au montant du décompte Mauvaise évaluation des créances douteuses et irrécouvrables intégrant les provisions pour charges.	Contrôle du tableau des tiers en procédure collective Actualisation de la procédure si besoin	Juin
Flux en retour	Encaissement de recettes après émission de titre/mise en œuvre des poursuites	Carence dans le suivi de l'activité des huissiers de justice	Contrôle du tableau et des dossiers papiers	Février/Aout
		Carence dans l'archivage des actes, justifications et documents afférents aux poursuites.	Contrôle du tableau et des dossiers papiers	Février/Aout
		Pièces justificatives des suspensions.	Contrôle du tableau et des dossiers papiers	Février/Aout
	Contrôle des tableaux d'amortissement	Les montants des échéances sont erronés	Construire une requête mensuelle sur les montants	Mensuel
	Recouvrement des flux en retour	Mauvaise évaluation des créances douteuses et irrécouvrables intégrant les provisions pour charges.	Contrôle du tableau des provisions	Janvier
Transverse	Organisation générale des services	Délégations de signature non conformes Absence de respect des délégations attribuées Irrégularité juridique si délégation n'est pas publiée Incohérence entre l'organisation du service et les délégations de signature	Contrôle des listes et habilitations	Septembre
		Carence d'établissement d'organigramme fonctionnel pour les activités à fort enjeux pouvant entraîner : - un en maitrise prolongée d'une activité par un seul acteur - une désorganisation du service en raison de l'absence de polyvalence et de suppléance - une absence de désignation de suppléant pouvant entraîner des doublons, des ruptures de chaînes et l'abandon de certaines tâches, une démobilité des agents.	Actualisation de l'organigramme fonctionnel	Mai/Septembre
	Politique de sécurité en matière informatique	Utilisation de documents comptables non conformes	Actualisation des documents nécessaires à la production du CF Contrôle de l'archivage des documents	Avril
		Habilitations informatiques non conformes	Demander la liste des habilitations à l'ordonnateur Archivages des versions fournies	Novembre
Documentation et circulation de l'information	Carence dans l'actualisation de la documentation et son utilisation pour la réalisation des tâches	Actualisation des fiches de procédures	Avril	
Rémunération	Paiement	Dysfonctionnement de l'interface entre l'application comptable et l'application tiers : impossibilité du virement de la paye	Anticiper toute opération en amont de la génération du fichier paie, notamment, les paiements courants	Veille mensuelle
		Contrôle du versement familial du traitement	Demander au service RH la fourniture des pièces justificatives	Premier semestre 2024
Provisions	Enregistrement des reprises de provisions	Les écritures de réévaluation et de reprise des provisions sont erronées	Actualisation de la fiche de procédure (BP/P/100) concernant l'évaluation et la comptabilisation des provisions pour risques et charges.	Décembre
Certification des comptes	Contrôle des observations	Non réalisation des points signalés par les commissaires	Contrôle des observations des commissaires aux comptes et ajustement des problématiques	Juillet